

4 – Adoption des amendements aux Statuts

Propositions d'amendements aux Statuts

Note du Secrétariat

1. CONTEXTE

La modification proposée concerne l'article 7.3, deuxième alinéa de la Convention et vise à clarifier les droits de vote des membres nationaux lors des élections du Conseil lorsqu'un pays a plus d'un membre national.

Très peu de pays comptent plus d'un membre national au sein de l'AIMS. Les statuts le permettent. Cependant, l'article 8.1 limite déjà la déclaration de candidature au Conseil dans une telle situation puisqu'il stipule qu'« un seul membre national peut être élu au Conseil pour un même pays ».

Alors que la question des droits de vote n'a pas posé de problème lors de l'élection du Conseil à l'Assemblée générale en 2018, un pays ayant deux membres nationaux a entre-temps spécifiquement soulevé cette question.

Le groupe consultatif juridique (LAP) a examiné la question et a identifié une lacune dans le texte des Statuts. Afin de garantir l'égalité des droits lors des élections au Conseil lorsqu'un pays a plus d'un membre national, il est suggéré de limiter le nombre de voix par pays. Sans cela, les pays pourraient être encouragés à augmenter le nombre de leurs membres nationaux dans le seul but d'obtenir plus d'une voix et d'accroître ainsi leur probabilité d'être élus au Conseil. Ceci est contraire aux principes fondamentaux de l'AIMS et de la coopération internationale qui sont basés sur l'égalité des droits.

Lors de sa dernière réunion, le groupe consultatif juridique a préparé et approuvé la proposition de modification des Statuts suivante :

7.3. RÈGLES DE SCRUTIN

- Seuls les membres nationaux ont le droit de voter en Assemblée générale.
- Chaque membre national dispose d'une seule voix. *[Lorsqu'un pays compte plus d'un membre national, il ne dispose toujours que d'une seule voix.]*
- Les décisions de l'Assemblée générale autres que celles concernant les statuts (voir article 12) sont prises à la majorité simple des voix. En cas d'égalité des suffrages, une voix supplémentaire et déterminante est donnée au président.



2. ACTION REQUISE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale est invitée à **approuver** la modification de l'article 7.3 de la Constitution.